

**L'économie populaire solidaire,  
outil de reconstruction  
de la paix :  
le cas du Chili**

*Marie-Ève Brassard-Duperré*  
*Sous la direction de Louis Favreau*

**Note sur l'auteur :**

**Marie-Ève Brassard-Duperré** vient de terminer un programme de maîtrise en développement régional à l'Université du Québec en Outaouais, sous la direction de Louis Favreau, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC). Elle est également agente de développement international à la CRDC. Ce texte constitue la synthèse de son mémoire de maîtrise.

**Note sur le directeur :**

**Louis Favreau** est sociologue et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais.

*Publication de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)  
de l'Université du Québec en Outaouais*



Série : Comparaisons internationales, numéro 27

ISBN : 2-89251-275-1

Mars 2006

## TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	2
INTRODUCTION .....	3
1. DÉFINITION DES CONCEPTS.....	4
1.1. L'économie populaire : esquisses de définitions .....	4
1.2. L'économie populaire et la paix.....	6
1.3. L'économie populaire chilienne.....	7
2. LES ÉTUDES DE CAS .....	8
2.1. Atelier de cuir Don Luis .....	8
2.2. Atelier Violeta Parra.....	9
2.3. Coordination Villa O'Higgins.....	9
2.4. Coopérative de travail des ateliers de San Bernardo.....	10
2.5. La Société alimentaire O'Higgins.....	10
3. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE.....	11
3.1. L'appui des pouvoirs publics.....	12
3.2. Association de micro-entrepreneurs : réseaux faibles.....	14
3.3. Rôle des ONG, de l'Église catholique et transition démocratique.....	15
3.4. Accès au crédit.....	16
3.5. L'économie populaire dans un marché mondialisé.....	17
4. PARTICIPATION POLITIQUE .....	18
4.1. L'économie populaire véhicule de participation politique? .....	18
4.2. Impunité et participation politique .....	20
5. INCLUSION SOCIALE.....	22
5.1. Les femmes et l'économie populaire.....	22
5.2. La mémoire .....	25
CONCLUSION.....	28
BIBLIOGRAPHIE.....	31

## INTRODUCTION<sup>1</sup>

Les conjonctures politiques répressives telles les dictatures militaires font des centaines voire des milliers de victimes parmi les civils. Certains individus choisissent l'exil mais, pour plusieurs raisons, la très grande majorité des citoyens ne peut ou ne souhaite pas quitter son pays d'origine. S'étendant souvent sur plusieurs années, les gens doivent alors trouver des solutions qui leur permettront d'améliorer leurs conditions de vie malgré la situation politique difficile. C'est ici que l'économie populaire entre en jeu.

Ce secteur de l'économie donne du travail à des milliers de personnes dans les pays du Sud. Le Chili n'est pas en reste. En effet, ce pays a derrière lui une longue tradition d'économie populaire. Cette dernière est d'ailleurs une réalité omniprésente dans les quartiers populaires des grandes villes chiliennes. Il faut cependant souligner que l'économie populaire a gagné beaucoup de terrain à partir de 1973. Le Chili vivait alors une période trouble, marquée par une dictature militaire et une récession économique grave. Dans ce contexte, non seulement la pauvreté gagne du terrain, mais elle s'installe dans un climat social où la société civile est très affaiblie à cause de la répression. Pourtant, bien vite, dans le but de contrer les effets de la pauvreté et pour générer des revenus, des gens se regroupent pour former des petites initiatives économiques. Or, on se rend vite compte que l'économie populaire a servi de levier, non seulement pour répondre à des besoins socio-économiques de base, mais aussi de lieu de rencontre pour rebâtir les liens sociaux brisés par l'entrée en force du régime militaire, servant alors d'instrument utile à la reconstruction de la paix sociale.

Plusieurs auteurs (Castel, 2003; Corragio, 1999; Develtere, Defourny et Fontenau 1999; Fall, Favreau et Larose, 2004; Fall, Fonteneau et Nyssens, 1999; Favreau et Fréchette, 2004; Razeto, 1993) se sont penchés sur les apports sociaux et économiques de l'économie populaire. Cependant, bien peu ce sont intéressés aux impacts que celle-ci pouvait avoir dans un contexte de reconstruction de la société civile et de la paix. C'est ce que nous avons tenté de réaliser au cours de cette recherche. L'objectif de cette étude est donc de savoir si cette économie populaire solidaire a pu favoriser le retour de la paix sociale au Chili.

---

<sup>1</sup> Ce cahier de recherche constitue la synthèse du mémoire en développement régional de Marie-Ève Brassard-Duperré, sous la direction de Louis Favreau. La version intégrale du mémoire est disponible à la CRDC. On peut se le procurer par téléphone (819) 595-3900 poste 2291 ou par courriel [crdc@uqo.ca](mailto:crdc@uqo.ca). Le document est aussi téléchargeable à partir du site internet de la CRDC à l'adresse suivante : <http://www.uqo.ca/crdc-geris/crdc/publications/Smemoire.htm>. Pour réaliser ce mémoire, l'auteure a réalisé un séjour de 4 mois au Chili entre mars et mai 2004. Il s'agissait en fait de son deuxième séjour dans ce pays. En effet, elle y avait réalisé un stage d'études de 10 mois au Chili lors de notre baccalauréat en Service social (Université Laval). Le stage en question avait été mené au sein du Secrétariat de la femme de la Municipalité de Santiago de septembre 1998 à juin 1999.

## 1. DÉFINITION DES CONCEPTS

### 1.1. L'économie populaire : esquisses de définitions

Avant toute chose, il nous paraît impératif de tenter de définir ce que nous entendons par *économie populaire*. Dans la littérature, cette dernière est aussi appelée micro-entreprise, secteur non-moderne, économie invisible, économie du travail, économie de rez-de-chaussée, etc. Cependant, elle est généralement associée au vocable de *secteur informel*.

C'est au début des années 1970 que l'Organisation internationale du travail (OIT) (OIT, 2004 :1) a parlé pour la première fois de secteur informel le définissant comme des « *activités des travailleurs pauvres qui exercent un travail pénible mais dont les activités n'étaient ni reconnues, ni enregistrées, ni protégées, ni réglementées par les pouvoirs publics* ». Pour l'heure, l'organisation percevait le secteur comme une solution pratique qui mettait fin en partie au problème de l'emploi en donnant du travail à des travailleurs exclus du secteur de l'économie formelle. Quelques années plus tard, c'est-à-dire dans les années 1980, l'OIT met sur pied une politique qui a pour objectif l'intégration progressive des travailleurs du secteur informel dans l'économie moderne. Cela sous-entend non seulement que le secteur informel est indésirable, mais aussi que l'OIT le perçoit comme une situation transitoire qui disparaît lors de périodes de croissance et non pas comme un élément inhérent à certaines économies, en particulier à celles du Sud. (Ndiaye, 2003).

Donc, alors que certains (Bureau international du travail, 2002; De Soto, 1994) voient l'économie populaire exclusivement comme un moyen de survie économique, d'autres (Corragio, 1999; Favreau et Fréchette, 2002; Fréchette, 1997; Klenner, Ramirez, Razeto et Urmeneta, 1990; Larrechea et Nyssens, 1994; Razeto, 1993) reconnaissent également sa capacité à rassembler les gens, à leur donner l'opportunité de s'insérer dans la société et de s'initier aux pratiques de la citoyenneté et de participation politique locale.

Par exemple, Nyssens (1997) est d'avis que l'économie populaire fait partie intégrante de la culture des secteurs populaires, au même titre que tous les autres aspects de la culture traditionnelle (langage, croyances, artisanat, traditions religieuses, etc). Quant à Corragio (1999), il avance l'hypothèse

selon laquelle la base de l'économie populaire serait le noyau domestique<sup>2</sup> où les membres mettent en commun des ressources pour satisfaire des besoins. L'auteur explique que l'économie populaire n'est pas une petite entreprise capitaliste mais bien une extension du noyau domestique dont l'objectif n'est pas l'enrichissement à tout prix mais bien l'amélioration générale des conditions de vie.

Pour Razeto (1993), la caractéristique centrale de l'économie populaire est le **travail** qui l'emporte sur le capital. Razeto explique par ailleurs que l'économie populaire est une façon comme bien d'autres de s'insérer dans la société. Ce dernier dénombre quatre (4) formes de mobilisation : démographique (issue de la migration vers les centres urbains de travailleurs nécessaires à la croissance économique et au processus d'industrialisation); sociale (revendications en faveur des droits sociaux), politique (participation à des campagnes électorales) et économique (celle de l'économie populaire). Selon lui, ces quatre formes de mobilisation sont filles de la même énergie revendicatrice et expriment différemment, mais de manière urgente, le désir des *pobladores*<sup>3</sup> de s'intégrer dans la société.

Pour Favreau et Fréchette (2002), l'économie populaire, étant donné la prévalence de ce type d'économie dans les sociétés du Sud, est le *creuset* de l'économie sociale ou solidaire. En d'autres termes, les projets d'économie solidaire prennent souvent leur source dans l'économie populaire.

Cependant, ce cahier de recherche portera une attention particulière à un secteur spécifique de l'économie populaire : celui qui s'insère dans un processus de changement social à long terme et que Castel (2003) qualifie d'*économie populaire solidaire*. Comme le souligne cette auteure, ce que les Européens ou les Nord-Américains appellent économie solidaire est souvent qualifiée d'économie populaire dans les pays du Sud, sans doute parce que les initiatives sont portées exclusivement par la population, celles-ci n'étant que rarement reconnues par l'État. Pour Castel, *l'économie populaire solidaire* est l'étape qui suit l'économie populaire (sans que celle-ci y mène nécessairement dans tous les cas) et qui possède un projet de société et une vision alternative à long terme. Selon Castel, l'économie populaire solidaire a pour mission d'offrir des biens et des services utiles aux membres d'une communauté, elle n'a pas pour but l'enrichissement personnel, mais l'accroissement collectif des revenus. Ce but d'enrichissement commun est atteint par la solidarité et la réciprocité. De plus, l'économie populaire se caractérise par un endossement collectif des risques ainsi que par une commercialisation et une production communes. Castel avance que ce qui différencie l'économie populaire solidaire des

---

<sup>2</sup> Il faut considérer le concept de noyau domestique dans son sens large. On parle bien sûr de familles, mais aussi de groupes de voisins, de coreligionnaires, d'amis, de compagnons de travail. Les liens de parenté biologique n'ont pas nécessairement d'importance.

<sup>3</sup> Les *pobladores* sont les habitants des quartiers populaires. À Santiago, ils représentent environ 50 % de la population.

entreprises privées n'est pas tant la présence d'échanges non-marchands ou non-monétaires, car ces derniers peuvent exister dans l'économie de marché, mais bien les motifs pour lesquelles les entreprises d'économie populaire solidaire sont mises sur pied, c'est-à-dire la solidarité et l'appartenance à un groupe ou à une communauté.

Plus concrètement, l'économie populaire est un ensemble de pratiques économiques qui ne sont ni reconnues par l'État, ni déclarées. Elles ne sont pas inscrites au plan institutionnel. Les activités peuvent se développer dans presque tous les domaines : on retrouve donc des vendeurs ambulants, des « rabouleurs » de tout acabit, des cuisines collectives, des jardins communautaires, des réparateurs de matériel informatique, des tailleurs, des petits commerçants, etc. Le secteur informel et l'économie populaire existent partout. Ils sont cependant omniprésents dans les pays du Sud. L'économie populaire est souvent vue comme une économie de rez-de-chaussée, un moyen de survivre en marge du monde « formel ». Elle fait souvent appel au savoir non-formel, elle se développe au sein de petits groupes de personnes, souvent au sein d'une famille et fait appel à des technologies relativement rudimentaires.

## **1.2. L'économie populaire et la paix**

Boutros Boutros-Ghali (Boutros-Ghali, 1992 : 6) considère que le rétablissement de la paix a pour principal objectif de "*rapprocher les parties hostiles, essentiellement par des moyens pacifiques*". Pour lui, le respect des droits de la personne de même que le développement économique et social servent de base à la paix. Pour les besoins de ce cahier de recherche, nous tenterons donc de démontrer comment les populations peuvent contribuer à cette paix en prenant part à des initiatives d'économie populaire solidaire.

Pour tout dire, ce que nous entendons par « paix » n'est pas seulement l'absence de guerre ni la seule présence d'un gouvernement démocratique. Ces deux éléments sont importants et ils constituent les premiers pas vers la paix, mais nous savons que d'autres conditions doivent être remplies pour que celle-ci soit réelle et bien établie. La paix, dans une version plus complète, s'apparente beaucoup à la définition qu'en donne l'UNESCO (site web consulté le 24 février 2003), à savoir :

*Elle (la paix) est aussi la justice et l'harmonie sociales, la possibilité pour chaque être humain de réaliser ses potentialités, le respect de son droit à la survie dans la dignité et la durée. Elle ne peut donc être maintenue durablement lorsque les droits de l'homme - droits politiques, économiques et sociaux - sont régulièrement violés, et lorsque le sentiment d'injustice politique et économique prévaut. (...) La paix, la démocratie et le développement forment un triangle interactif que nous devons nous efforcer de construire jour après jour.*

En d'autres mots, le développement (et non la seule croissance) est une des conditions de maintien ou de consolidation de la paix.

Ainsi, cette recherche s'est attardée à étudier les impacts de l'économie populaire à partir de trois éléments qui sont conditionnels à la reconstruction et au maintien de la paix: **l'insertion sociale, l'intégration économique** et la **participation politique**.

### **1.3. L'économie populaire chilienne**

L'économie populaire chilienne est un phénomène assez répandu : 40 % de la population active vit de l'économie populaire. C'est relativement peu si on compare ce taux à celui de pays de la région comme le Pérou ou la Bolivie où l'économie populaire occupe une place beaucoup plus importante. Malgré cela, l'économie populaire chilienne est tout de même présente dans plus de 20 secteurs d'activité. Cette dernière se développe principalement dans les quartiers populaires des villes. Ce qui sépare les quartiers populaires des autres quartiers, ce sont tout d'abord les frontières physiques que connaissent tous les habitants de la capitale. Ce qui les éloigne encore plus, c'est cette perception d'exclusion de la vie politique, sociale et de la consommation que sentent les habitants de ces quartiers et qui est reconnue par les habitants des autres quartiers de Santiago. Le monde des quartiers populaires est un « autre Chili ». En fait, ce qui différencie véritablement les habitants des quartiers populaires des classes moyennes c'est ce fossé, presque insurmontable, entre ce monde de la survie et le Chili formel (Dubet, Tironi et al, 1989).

L'économie populaire a connu une hausse très importante au début des années 1980 lors de la récession économique qui a frappé le pays après l'entrée au pouvoir des militaires. Règle générale, parce qu'elles ne remettaient pas ouvertement en question les politiques de la Junte, elles étaient tolérées par le régime (Dubet, F. et al., 1989). On remarque que les OÉP étaient plus nombreuses et plus dynamiques dans les quartiers les mieux organisés ayant derrière eux une certaine trajectoire d'organisation communautaire et de participation populaire (Scheider, 1991). Mieux, un très grand nombre d'OÉP, des projets collectifs pour la plupart, ont été mis sur pied par d'anciens leaders sociaux ou politiques, rendant plus simple le passage d'activités économiques vers des projets à caractère plus social ou politique.

Donovan et González (2004) font remarquer que depuis les années 1990, le terme *économie populaire* a presque totalement disparu du vocabulaire des acteurs du développement au Chili. En effet, il a été remplacé par celui de *micro-entreprise*, beaucoup moins chargé de connotations politiques ou sociales.

D'ailleurs, de plus en plus, les micro-entreprises incluent des initiatives portées par les classes moyennes. On insiste beaucoup moins sur la reconnaissance par les pouvoirs publics et on s'intéresse davantage à leurs capacités de développement.

## 2. LES ÉTUDES DE CAS

La recherche en question repose sur l'étude de cas de 5 organisations économiques populaires de 5 communes du Grand Santiago, ces dernières oeuvrant pour la plupart dans le secteur de l'artisanat<sup>4</sup>.

### 2.1. Atelier de cuir Don Luis

L'Atelier de cuir Don Luis est une petite cordonnerie familiale située dans Macul, une des communes de la capitale chilienne. Les premières années de travail au sein de l'Atelier ont été fastes. Or, tout a changé lors de l'entrée au pouvoir de la Junte. En effet, la crise économique, qui s'ensuivit, a largement contribué à affaiblir l'entreprise. De nos jours, l'Atelier est mis à mal par la grande entreprise qui importe des chaussures à des prix que les petits entrepreneurs ne peuvent égaler. La compétition est féroce. En effet, la mondialisation fait très mal aux petits entrepreneurs populaires. Au plan de la participation politique, l'Atelier a servi de point de rencontre et de lieu d'échange d'informations. En outre, l'Atelier de cuir, de même que plusieurs autres micro-entreprises locales ont eu, pendant tout le régime militaire, une forme de résistance tacite en tentant, par divers moyens, d'aider les voisins qui en avaient besoin ou en boycottant les commerces tenus par des gens en faveur du régime militaire. Les apports au plan de l'insertion sociale de l'Atelier de cuir ne sont pas tellement évidents. Les revenus générés par cette entreprise sont minimes et ne permettent qu'une survie difficile. Or, nous croyons que l'entreprise a tout de même eu la capacité d'éviter la marginalité pour les promoteurs et de préserver une certaine dignité en donnant tout de même accès à denrées de base et à un travail créatif qui permet de maintenir des relations sociales satisfaisantes et de conserver une bonne estime de soi.

---

<sup>4</sup> Nous savons que l'économie populaire peut se développer dans n'importe quel secteur de l'économie. Il existe des entreprises d'économie populaire qui oeuvrent dans le domaine de l'agriculture, du tourisme, des arts et même des technologies. Cependant, lorsque survient une période de crise comme ce fut le cas au Chili, les gens, voyant l'urgence de la situation, doivent se tourner vers des activités qui sont à leur portée, dont ils peuvent tirer des profits sans avoir à investir beaucoup de capital de départ ou de technologie. Ils doivent se contenter de ce qu'ils savent faire et de ce qu'ils ont à portée de main. Dans ce contexte, l'artisanat constitue une solution intéressante.



## **2.2. Atelier Violeta Parra**

L'Atelier Violeta Parra est un regroupement de femmes de La Pintana, commune située au Sud de Santiago. Cette organisation a été fondée par des femmes d'un quartier populaire construit suite à une prise de terrain, survenue au milieu des années 1980. Depuis sa création, l'Atelier produit des pièces d'artisanat qui sont vendues dans des circuits de commerce équitable à l'extérieur du Chili. Cependant, lorsque la démocratie est revenue, les appuis de l'extérieur se sont retirés presque complètement. Les produits, achetés par centaines quelques mois plus tôt par des gens appuyant la lutte contre la dictature, n'arrivaient plus à être écoulés. Cela eut pour conséquence de rendre plus aléatoires les apports économiques générés par l'Atelier. Par contre, la présence de cette organisation dans le quartier a contribué à dynamiser la communauté locale : des groupes sont nés suite à l'expérience fructueuse vécue au sein de l'Atelier, les femmes ont appris à diriger, à s'exprimer en public, à faire face aux autorités et à lutter pour leurs droits. À l'heure actuelle, quelques-unes d'entre elles sont au cœur de projets locaux en cours. De plus, les membres de l'Atelier ont été protagonistes de la campagne pour le NON qui avait pour objectif de se prononcer contre le maintien du régime militaire.

## **2.3. Coordination Villa O'Higgins**

La Coordination de la Villa O'Higgins a vu le jour en 1974 lorsque plusieurs femmes de la Villa O'Higgins, *población* située dans la commune de La Florida au Sud de Santiago, se sont réunies dans le but de trouver une solution à la dure crise économique qui secouait le pays après le Coup d'État. La Coordination produit de l'artisanat qui est commercialisé par des ONG locales dans un grand nombre de pays d'Europe, d'Amérique du Nord et même d'Asie. Ce qui attire l'attention dans le cas de la Coordination, c'est qu'elle a pu compter sur un grand nombre d'appuis significatifs (ONG locales et internationales, clergé, député, État chilien, organisations communautaires locales, etc.). Si les ateliers ont permis aux membres d'avoir accès à de meilleures conditions de vie pendant la dictature, les apports économiques sont moins évidents de nos jours et l'aspect revendication sociale prend lentement le dessus. En effet, le leitmotiv des femmes de la coordination est maintenant la lutte pour les droits des femmes. L'organisation a aussi été impliquée dans nombre de projets au sein du quartier (asphaltage communautaire des rues, mise sur pied d'une maison communautaire). La participation politique au sein du groupe représente quant à elle un aspect majeur. La Coordination de la Villa O'Higgins a joué un rôle de premier plan lors du référendum de 1989 en organisant des activités portant sur les enjeux cours en plus de mettre sur pied des sessions de formation sur le processus électoral et la démocratie une fois la dictature terminée.

## **2.4. Coopérative de travail des ateliers de San Bernardo**

En 1974, lorsque leurs maris se retrouvent au chômage, un groupe de femmes de la commune de San Bernardo désire trouver une manière de générer des revenus pour subvenir aux besoins de leurs familles. Le curé de la paroisse leur prête de l'argent en leur disant de faire ce qu'elles jugent pertinent. Elles se rendent compte que la majorité d'entre elles sait réaliser des travaux manuels : tricot et crochet. Elles se consacreront donc à ces activités. Le groupe initial compte environ 20 personnes. Le nombre de membres augmente vite cependant : les Ateliers solidaires de San Bernardo réussissent à donner du travail à plus de 300 femmes lorsque les appuis internationaux sont les plus forts. Comme dans le cas des autres OÉP étudiées dans le cadre de cette recherche, la Coopérative de San Bernardo a dû faire face à un défi de taille lors du retrait de l'appui des ONG : l'entrée soudaine dans le marché ne se fait pas sans heurts. Bien que possédant une bonne capacité de production, elles n'ont aucune idée du processus de distribution et de vente. De plus, à cause de sa petite taille, l'entreprise peut difficilement concurrencer les boutiques à grande surface qui oeuvrent dans le même secteur d'activité. L'expérience acquise au sein de la coopérative a cependant permis aux femmes d'acquérir une formation qui a, dans certains cas, donné un accès direct à des emplois. Elle a aussi donné la chance aux femmes d'être plus indépendantes financièrement et plus actives dans la communauté. Au plan culturel, la Coopérative a permis de préserver certaines techniques traditionnelles d'artisanat.

## **2.5. La Société alimentaire O'Higgins**

La Société alimentaire O'Higgins est située dans la commune de Quinta Normal au nord-ouest du centre-ville de Santiago. Cette entreprise a ouvert ses portes en 1992. Elle est dirigée par d'anciennes dirigeantes de cuisines collectives. Elle offre des repas aux cafétérias d'écoles situées dans des quartiers défavorisés. Malgré quelques problèmes économiques (difficulté à obtenir du crédit, compétition féroce avec les autres entreprises du secteur), l'entreprise a réussi à croître et à dégager une certaine accumulation: elle donne du travail à 45 personnes et distribue 3500 rations alimentaires par jour. Les propriétaires ont choisi délibérément d'engager plus de travailleurs pour donner accès au marché du travail à un plus grand nombre de gens plutôt que d'augmenter les salaires des employés déjà en poste. Une des caractéristiques principales de la Société alimentaire O'Higgins c'est qu'elle est socialement responsable. En effet, elle priorise l'embauche de femmes monoparentales, elle offre des formations sur l'emploi, a un objectif d'insertion avoué, facilite le retour aux études des travailleurs, etc. La Société O'Higgins a aussi montré à tous que les *pobladores* pouvaient diriger des projets structurants et avoir du succès. La réussite de l'entreprise leur montre qu'en dépit de tous les problèmes auxquels ils font face

chaque jour, il est possible, lorsqu'on sait s'entourer des bonnes personnes, de changer des choses. De plus, nous croyons que la Société alimentaire O'Higgins a une participation politique importante même si cette dernière n'a pas opté pour des revendications traditionnelles. En effet, leur choix d'opter sciemment pour une façon alternative de pratiquer le commerce est une militance en soi. En effet, cette dernière sous-entend une remise en question claire des substrats qui supportent le capitalisme traditionnel et qui régissent la société occidentale moderne.

### 3. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

Ce qui attire principalement l'attention et l'élément qui ressort avec force de ces cinq exemples d'organisations économiques populaires est sans contredit la grande difficulté qu'éprouvent les promoteurs de ces expériences à générer des surplus et de l'accumulation. En effet, bien peu de micro-entrepreneurs en arrivent à consolider leur entreprise, encore moins nombreux sont ceux qui réussissent à faire croître leur négoce. Donovan et Gonzalez (2004) soulignent le fait qu'au Chili, le nombre de micro-entreprises a augmenté entre 1990 et 2000, cependant, leur chiffre d'affaires a diminué. Bien que les micro-entreprises existent indépendamment du régime politique ou du cycle économique, il n'en demeure pas moins que ces dernières ont beaucoup de difficulté à acquérir une stabilité et à produire de l'accumulation. Reste à savoir pourquoi.

Razeto (1993) croit que les micro-entreprises ont de la difficulté à capitaliser à cause du peu de préparation dont peuvent se prévaloir les promoteurs. En effet, il ne faut pas oublier que la très grande majorité des micro-entreprises naissent dans l'urgence, par nécessité. Les gens n'ont souvent aucune préparation technique : ils improvisent, souvent sans avoir de connaissances en comptabilité, en commercialisation, sans bien connaître le marché, etc. Razeto ajoute que les micro-entreprises sont fragiles à cause du faible capital dont elles disposent lors du démarrage : il est difficile de faire face aux imprévus, d'offrir de la technologie de pointe et donc d'être vraiment compétitif. Razeto (1993), tout comme Hidalgo et Quiñones (2004), cités dans Donovan et Gonzalez 2004), Allan San Juan et Lamadrid Alvarez (2001) sont aussi d'avis que ce qui fait obstacle à la bonne marche des micro-entreprises populaires chiliennes est le peu de connaissances en gestion dont disposent les micro-entrepreneurs. Il est parfois très délicat pour les entités qui les appuient de donner un coup de main dans ce domaine car qui dit gestion dit rentabilité. Or, puisque les micro-entreprises ont des fonctions qui vont au-delà de la sphère économique, il faut tenir compte non seulement de la rentabilité économique mais aussi de la rentabilité sociale qu'elles génèrent. Ceux qui sont chargés de voir à l'appui à la micro-entreprise ne doivent pas s'en tenir aux principes traditionnels de gestion, ils doivent être novateurs et trouver des

façons de respecter le caractère distinct de ces entreprises, ce qui en soit est un défi (Allan San Juan et Lamadrid Alvarez (2001).

### **3.1. L'appui des pouvoirs publics**

Nous sommes d'avis que, ce qui, entre autres, fait obstacle au développement des micro-entreprises chiliennes, est le faible appui que reçoivent ces dernières de la part de l'État central ainsi que le peu de reconnaissance que celui-ci leur accorde.

Pour plusieurs micro-entrepreneurs, le gouvernement du Chili choisit délibérément de les appeler « micro-entrepreneurs » car de cette façon, ils cadrent mieux dans le modèle économique néo-libéral et donne une image différente de la réalité populaire. Le fait que le concept de micro-entreprise englobe maintenant autant des entreprises économiques populaires que des entreprises de la classe moyenne complique les choses. En effet, la nouvelle dénomination a « noyé » les OÉP, rendu invisibles leurs revendications, leur identité et leurs caractéristiques particulières. Puisque, dans ces conditions, les programmes ont été conçus à partir d'unités productives n'étant pas nécessairement représentatives du monde populaire, nous croyons que les politiques appelées à encadrer les micro-entreprises ne sont pas adaptées aux réalités du monde populaire : elles n'ont tout simplement pas été conçues pour lui au départ.

En fait, nous avons pu constater que les intervenants du milieu (PET, PROSAM, Fondation Solidarité) de même que les entrepreneurs eux-mêmes, sont somme toute assez critiques face aux programmes d'aide à la micro-entreprise offerts par l'État. Le représentant du FOSIS qui a pris part à cette recherche avoue qu'il y a 4 ans, le thème des micro-entreprises ne faisait pas du tout partie des préoccupations de l'État. Bien que le Chili soit un des rares pays d'Amérique latine à s'être doté d'une politique d'appui à la micro-entreprise, cette dernière est assez récente et ne rejoint au fond qu'un petit nombre de micro-entrepreneurs (Donovan et Gonzalez (2004) parlent de 10 %). Jusqu'à tout récemment, les programmes gouvernementaux avaient pour cible la petite et la moyenne entreprise. La micro-entreprise n'y était nullement représentée. Petit à petit cependant, les dirigeants tendent à se rendre compte qu'une politique efficace d'appui aux entrepreneurs populaires pourrait en effet aider à enrayer une partie de la pauvreté. Les différents partis politiques qui forment la Concertation y sont de plus en plus sensibles et se prennent à souhaiter le renforcement de tout ce qui touche à l'économie sociale, solidaire ou populaire dans les prochaines années. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté et dans la pauvreté extrême a été grandement réduit depuis quelques années. On sait cependant qu'une politique d'appui à l'économie populaire aurait pu améliorer la qualité de vie de bien des gens et faire

diminuer encore plus le nombre de personnes à faible revenu. Cela dit, les agents de l'État savent fort bien que les programmes actuels sont insuffisants et que le fait que ceux-ci aient été créés sans vision globale, sans véritable planification, fait en sorte que leur impact soit minime (au cours de la dernière année, le FOSIS disposait d'environ 8 millions de dollars pour l'ensemble des micro-entrepreneurs qui bénéficient de son appui). Dans la plupart des cas, les micro-entrepreneurs reçoivent les fonds avec beaucoup d'enthousiasme mais, ne sachant pas vraiment comment s'en servir, sans suivi, un très petit nombre (moins de 10 % aux dires du représentant de l'État ayant participé à l'étude) réussit à améliorer sa situation de façon durable grâce aux subventions offertes.

En fait, ce qui, selon nous, fait problème est le choix de l'État chilien à n'offrir qu'une politique d'appui qu'aux micro-entrepreneurs ciblée aux deux extrêmes c'est-à-dire qui s'adresse aux mieux nantis et aux plus pauvres : ceux qui se situent dans une logique de survie. En ce qui concerne l'appui aux micro-entrepreneurs qui font partie de la portion la plus riche du secteur, l'État conçoit ce soutien comme étant plus rentable car les travailleurs qu'il regroupe ont plus de chance d'avoir la possibilité de faire croître leur négoce et ainsi contribuer activement à l'économie de marché. Dans le cas des entrepreneurs les plus pauvres, l'État intervient pour des questions morales : parce qu'il est inacceptable de laisser des gens dans la misère sans leur porter secours. Or, ces programmes ne demeurent que des solutions de dernier recours qui ne sont pas porteuses de développement. D'autre part, l'État rate sa cible en polarisant ainsi ses interventions car la grande majorité des micro-entreprises chiliennes fait partie d'un segment qui se situe entre la prospérité de ceux qui réussissent le mieux et la grande précarité des autres. Dans ce contexte, la grande majorité des micro-entreprises ne sont pas admissibles aux programmes élaborés par l'État.

Un des participants nous a confié que le rôle de l'État devrait être celui de régulateur puisque le marché exclu et continuera de mettre au ban de plus en plus de travailleurs. Comme il le fait (de moins en moins, il est vrai) dans le cadre des lois qui régissent le travail, l'État devrait être en mesure de réguler le marché et ses exigences pour que les micro-entrepreneurs ne soient pas aussi dépourvus devant ce géant qu'est le marché globalisé. On nous a surtout suggéré que le gouvernement devrait intervenir dans tout ce qui touche à la sous-traitance et dans les relations entre les grandes et les micro-entreprises. En fait, en dépit de l'arrivée de forces de gauche au pouvoir, l'État chilien demeure imprégné d'une pensée et de politiques néo-libérales. Mais ce n'est pas tout, au Chili, même dans les années qui ont suivi la dictature, la société civile n'a pas réussi à se faire interlocutrice de l'État.

Au Chili, plusieurs micro-entrepreneurs souhaiteraient que l'État se fasse acheteur des produits comme il le faisait autrefois, à l'époque de l'Unité Populaire. Ce serait sa façon à lui d'appuyer les OÉP. Or, de nos jours, l'État ne le fait que dans de rares cas, servant toujours le même argument, à savoir que ce serait intervenir dans le libre marché et faire de la compétition déloyale aux autres entreprises. De plus, on entend souvent dire que les micro-entrepreneurs seraient incapables de produire en assez grandes quantités pour combler les besoins de l'État. Ce à quoi les micro-entrepreneurs répondent qu'en se regroupant et en s'associant on pourrait remédier assez facilement à cet obstacle. On nous a aussi parlé de problèmes de nature « culturelle » entre les réalités populaires et celles exigées par l'État et le marché formel. En fait, le fait que les OÉP soient informelles fait peur à ceux qui pourraient éventuellement recourir à leurs services : les horaires sont flexibles ainsi que les prix, la qualité inégale, les innovations difficiles à réaliser par manque de capital ou de technologie, etc.

### **3.2. Association de micro-entrepreneurs : réseaux faibles**

Le faible taux de participation aux associations de micro-entrepreneurs remarqué dans le cadre de cette étude est, selon nous, un autre élément qui rend les micro-entreprises chiliennes moins stables qu'elles le devraient. Nous pensons d'une part que le fait de se regrouper leur donnerait un pouvoir politique plus grand que celui qu'elles détiennent actuellement, nous croyons aussi que travailler ensemble peut être bénéfique économiquement. Comme l'explique Benavente Jaque (1993), les regroupements permettent d'avoir un accès plus facile à l'information, à la technologie, à la formation, au crédit et au marché, éléments essentiels à la bonne santé d'une entreprise. Il faut aussi souligner que certains micro-entrepreneurs décident de se regrouper afin de posséder un volume de production suffisant pour pouvoir exporter.

Dans les entrevues que nous avons réalisées, une minorité de micro-entrepreneurs étaient membres de tels regroupements et lorsqu'ils en faisaient partie, c'était souvent pour réaliser un projet ponctuel, à court terme. Apparemment, il est très rare de voir se rencontrer des micro-entrepreneurs pour autre chose que pour des activités ponctuelles : il faut que l'association ait des répercussions à court terme pour que ceux-ci acceptent de se joindre à leurs homologues. Très rares sont les associations où les membres se rassemblent pour échanger des informations, développent un sentiment d'appartenance et des réseaux au fil du temps par le biais d'une association. Évidemment, pour posséder un pouvoir de négociation quelconque, il est impératif que l'objectif de telles associations aille au-delà de rencontres occasionnelles. Les micro-entrepreneurs doivent créer des alliances, demander des changements dans les politiques. Ce qui, en soi, est un exercice de longue haleine.

Donc, le renforcement des réseaux de micro-entrepreneurs pourrait mener au renforcement du secteur et lui donner plus de force dans ses fonctions, quelles qu'elles soient.

### **3.3. Rôle des ONG, de l'Église catholique et transition démocratique.**

De la même façon, les ONG ne peuvent offrir le même appui qu'autrefois, ayant été mises de côté par les agences de coopération internationale lors du retour de la démocratie, qui décident à cette époque de se retirer du Chili, jugeant que le pays avait les ressources nécessaires pour se prendre en main lui-même. Les professionnels d'ONG n'avaient pas prévu ces changements soudains, s'attendant à ce que le retour de la démocratie signifie un retour à la réalité d'avant la dictature. Pour cette raison, les ONG sont entrées depuis les quinze dernières années dans une logique économique qui a changé leur façon d'offrir des services. Elles sont maintenant subventionnées par l'État de qui elles sont responsables d'exécuter les programmes. Le retrait des ONG a aussi eu des répercussions importantes car de nombreuses OÉP étaient très dépendantes d'elles. En effet, les ONG jouaient souvent le rôle d'intermédiaire entre les organisations de production locale et les réseaux de solidarité dans les pays du Nord. Les ONG ont sans nul doute voulu bien faire en tentant de protéger les organisations avec lesquelles elles travaillaient. Les innombrables ateliers de formation témoignent des efforts des professionnels pour rendre les participants et leurs groupes plus indépendants. Cependant, nous ne pouvons que rester surprise d'apprendre que, pendant des années, certains groupes n'avaient aucun contact avec le marché et ne savaient pas exactement où étaient distribués les produits élaborés dans les ateliers solidaires. Ainsi, lors du retrait soudain des ONG, les OÉP se retrouvent "orphelines", sans leurs alliés de toujours.

Les ONG ont aussi été affaiblies lors de la fin de la dictature par le départ de plusieurs de leurs professionnels dans les rangs des universités qui rouvraient leurs portes ou des différents ministères qui constituaient le nouveau gouvernement démocratique.

Le courant progressiste de l'Église catholique quant à lui a été un important bailleurs de fonds de plusieurs OÉP. De plus, l'Église catholique a servi de protection physique et politique des regroupements populaires. L'Église catholique a joué un rôle de premier plan dans l'appui aux OÉP parce que plusieurs membres du clergé avaient acquis une solide expérience d'organisation communautaire dans les quartiers défavorisés qui s'avéra fort pertinente lorsque vint le temps de mettre sur pied ou de soutenir les organisations émergentes. Dans plusieurs cas, l'Église catholique a été l'instigatrice de projets communautaires, la première à réunir les gens, à faire de l'éducation populaire. Se réunissant dans les lieux de culte, les gens arrivaient à surmonter leur peur et souvent à s'organiser afin d'assurer leur survie

et celle de leur famille. Mazurana et Mc Kay (1999) croient quant à elles que l'Église aurait eu un impact direct sur la participation des femmes car cette dernière constitue un lieu où il est « socialement acceptable » de s'impliquer et de militer. Or, cette dernière a aussi tiré sa révérence au début des années 1990, jugeant que la société civile devait être la principale protagoniste de la reconstruction de la démocratie et voulant du même coup renouer avec son rôle plus « traditionnel », c'est-à-dire l'évangélisation.

### **3.4. Accès au crédit**

Ce que fait remarquer Herrera (2003), c'est que les micro-entrepreneurs ont somme toute peu accès au crédit, et ce, malgré que plusieurs institutions offrent des programmes dirigés à la micro-entreprises. Certaines banques ont même des filiales exclusivement réservées à la micro-entreprise. Cependant, les couches les plus précaires du secteur se prévalent rarement de leurs services.

L'accès au crédit est importante car elle contribue à dynamiser les activités, à assurer leur développement et parfois à pouvoir utiliser des technologies de pointe. Au Chili, le crédit à la micro-entreprise devrait être facilité, or, il est parfois difficile à obtenir parce que les garanties demandées sont trop élevées. Les micro-entrepreneurs ne sont pas des clients très prisés des banques parce que les montants demandés sont bas et à cause du risque que leurs emprunts comportent. D'autre part, les responsables des prêts dans les banques voient d'un bien mauvais œil le mode de gestion particulier des micro-entreprises qu'ils considèrent comme un frein à la survie économique des unités productives qu'ils financent. Leur relation particulière avec le capital, leur propension à vouloir créer du travail plus qu'à maximiser les profits, leur fait peur et les empêche parfois de donner leur accord pour l'attribution d'un prêt.

En fait, ce que propose Herrera (2003) c'est non seulement l'attribution du crédit à la micro-entreprise, mais aussi la mise sur pied de programmes de micro-crédit.

Quant à Fall, Favreau et Larose (2004), ils croient en l'importance de finances solidaires qui inclut le micro-crédit, mais aussi les cercles d'emprunt, les mutuelles et l'épargne solidaire qui jouent un grand rôle dans le développement économique communautaire et en ce qui a trait non seulement à la survie, mais à la consolidation et à la croissance des micro-entreprises.



*La socialisation de l'épargne collective et la capitalisation des entreprises de l'économie populaire pour les transformer en entreprises sociales et solidaires sont donc des enjeux de premier ordre. Mutuelles d'épargne et de crédit, fonds de travailleurs, réseaux internationaux de financement de projets du Sud... font progresser les choses. Fall, Favreau et Larose (2004 : 25).*

### **3.5. L'économie populaire dans un marché mondialisé**

Un des grands enjeux actuels et un thème souvent abordé au cours des entrevues réalisées dans le cadre de ce mémoire est la place des micro-entrepreneurs dans le contexte de la mondialisation. Les micro-entrepreneurs semblent très peu outillés pour faire face à la conjoncture actuelle. L'importation de produits en provenance de l'étranger (Asie du Sud-Est en particulier) affaiblit beaucoup les petites entreprises populaires chiliennes. Ces dernières ne sont pas en mesure d'offrir des prix équivalents à ceux de la grande entreprise à cause du volume de production qui est plus réduit, de l'accès limité à la technologie moderne et du peu de préparation technique dont bénéficient les promoteurs.

Cependant, la situation actuelle, bien que critique, n'est pas irréversible. Corragio (1999) avance quant à lui que, tout comme il est possible de générer des changements sociaux, il est possible de changer les normes et la culture économique. Le modèle actuel n'est pas le seul qui puisse exister. La lutte en faveur de l'économie populaire, sociale et solidaire est en fait une lutte qui consiste à ébranler le monopole tenu par le capitalisme et plus récemment par le néo-libéralisme. Pour Fall, Favreau et Larose (2004) l'économie sociale et solidaire, qui prend souvent sa source au sein de l'économie populaire, de même que les initiatives innovatrices de développement, sont les maillons d'une grande chaîne en émergence peut-être même une vague de fond porteuse de changement social. Aussi, parce que les initiatives économiques populaires mettent à l'agenda des valeurs comme la démocratie, la solidarité et la coopération, elles offrent une alternative au néo-libéralisme et proposent une nouvelle forme de développement qui se caractérise par son fort enracinement dans les communautés locales. Pour en arriver là cependant, le travail en réseau est nécessaire. Ce dernier serait une des conditions qui permet aux petits entrepreneurs populaires de faire face à la mondialisation. Les auteurs soulignent l'importance de se regrouper non seulement à l'intérieur d'un même pays, mais au niveau international.

*Parce que ces réseaux mettent de l'avant des préoccupations non-marchandes, sont des instruments d'information et d'éducation et qu'ils contribuent à alimenter en permanence le débat avec les États et les institutions internationales sur les risques que l'avenir comporte et sur la nécessité d'une mondialisation équitable. (Fall, Favreau, et Larose, 2004 : 7)*

De plus, la conjoncture politique, dans laquelle nous sommes plongés, favorise l'émergence de nouveaux acteurs issus du mouvement écologique, des femmes, des jeunes, etc. La fin de la Guerre froide a mis à mal les grandes idéologies comme le socialisme ou le développementisme. S'en est suivie une perte des certitudes et des repères idéologiques qui avaient jusque-là balisé les initiatives de solidarité (Fall, Favreau, et Larose, 2004).

## **4. PARTICIPATION POLITIQUE**

### **4.1. L'économie populaire véhicule de participation politique?**

Il est clair que la participation aux activités des micro-entreprises a mené les membres vers une plus grande capacité à s'organiser et à prendre la parole. Nous avons pu vérifier que les entreprises étudiées, surtout à cause de leur statut collectif, ont été d'excellentes écoles de formation de leaders populaires et de militants en plus d'avoir été des lieux d'apprentissage technique et académique. Néanmoins, il faut souligner l'important décalage entre la participation politique des dirigeantes des organisations et celle des autres membres des groupes. Si les premières sont engagées, articulées politiquement et convaincues de l'importance de leur action, les autres se joignent aux activités militantes avec moins d'enthousiasme, voire, elles n'y voient pas beaucoup d'intérêt. En d'autres mots, les personnes qui deviennent dirigeantes sont celles qui, au départ, sont le mieux préparées pour les activités militantes. D'une certaine façon, il s'agirait de « l'élite » du groupe. Nous croyons cette explication plausible, mais nous tendons davantage à croire que, dans tous les groupes, il existe des divers degrés d'implication. Dans toutes les organisations ou mouvements, ce ne sont pas tous les individus qui reçoivent les enseignements et le message de la même manière et avec la même force. L'économie populaire n'en est pas moins pertinente dans un processus de mobilisation. Il est normal que les gens s'impliquent à des degrés différents. Nous croyons par ailleurs que dans le cas d'une situation extrême, comme dans le cas d'une dictature, l'urgence de la situation fait entrer dans les rangs des organisations sociales des gens de la masse qui, autrement, n'auraient jamais participé à de tels regroupements. Lorsque la situation redevient normale, ces gens qui avaient joint le groupe, plus menés par l'angoisse que par un engagement profond, retournent d'où ils sont venus.

Nous avons par ailleurs remarqué au cours de cette étude, que non seulement les personnes s'impliquent à des degrés différents, mais les communautés vivent un processus semblable : alors que certaines regroupent peu d'organisations et ont peu de projets communs, d'autres brillent par leur effervescence et sont le théâtre de luttes et de mobilisations continues. Bien entendu, on peut se poser la

question à savoir pourquoi certaines communautés sont si dynamiques alors que d'autres ont tant de problèmes à s'organiser autour d'un enjeu collectif.

Duperré (2004) s'est penchée sur cette question et explique les conditions de constitution des acteurs collectifs. Certaines ont particulièrement retenu notre attention. En effet, pour que la mobilisation se fasse, il faut que l'action prenne sa source dans l'expérience personnelle des participants. Nous croyons que cet aspect a été la grande force du mouvement des *pobladores*, et particulièrement au sein des organisations collectives étudiées dans le cadre de cette étude. Les actions menées reposent sur les conditions de vie particulières à ces derniers et ceux-ci choisissent des actions qui leur ressemblent. De plus, cette auteure met de l'avant l'importance des réseaux pour la mobilisation. Ces derniers jouent un rôle prépondérant dans la mobilisation, car ils permettent la transmission de l'information qui est nécessaire à une meilleure compréhension de la conjoncture et des enjeux; éléments essentiels lorsque vient le temps de saisir les occasions d'action d'une lutte. Cet élément était sans doute un des atouts des organisations étudiées dans le cadre de cette recherche: bien entourées et s'entourant d'alliés divers, elles réussissaient de cette façon à mieux cibler leurs actions car elles avaient une vision plus complète du contexte au sein duquel elles évoluaient. Cela est sans compter l'avantage du partage d'expertise et de ressources dont elles ont pu bénéficier en travaillant en étroite collaboration avec leurs multiples partenaires. Outre l'expérience individuelle et les réseaux, l'auteure propose la construction culturelle à l'intérieur du groupe comme condition à la mobilisation. Cet aspect comprend entre autres l'opposition autour d'un enjeu. Cette opposition serait un catalyseur autour duquel se constitue l'identité d'un groupe. Cela expliquerait que la mobilisation se soit affaiblie une fois la démocratie revenue : l'objet d'opposition (les militaires, la dictature) disparaît. Les groupes ayant fondé leur action et leur identité autour de cette question se retrouvent soudain avec une lutte qui a perdu son sens. Ainsi, comme l'explique Duperré (2004 : 79), des changements dans l'environnement externe ont un impact non négligeable sur les groupes militants. Les organisations doivent aussi avoir une capacité d'adapter leurs stratégies militantes au nouveau contexte : sans cela, la cohésion et la raison d'être du groupe peuvent être gravement mis en péril. Nous croyons que cela pourrait expliquer en partie les problèmes de mobilisation qu'ont vécu les groupes lors du retour de la démocratie : non préparés à la nouvelle réalité, avec moins d'appui que par les années passées, il est possible que les stratégies employées aient été rendues désuètes et mal adaptées au nouveau contexte, rendant leur action peu efficace, les résultats plus mitigés et la motivation plus faible.

Quoi qu'il en soit, la conclusion qu'on peut en tirer c'est que l'économie populaire peut en effet mener à une participation politique. Elle y réussit comme le feraient d'autres types de regroupements. La

militance dépendrait donc moins du type d'organisation de départ que des autres facteurs mentionnés précédemment. En fait, l'économie populaire constituerait un espace de rencontre et de renforcement de la société civile nécessaire au rétablissement de la démocratie. Comme certains participants nous ont fait remarquer, la démocratie et la paix sont des processus à long terme, qui nécessitent des efforts et un certain dynamisme de la société civile.

Par ailleurs, il est clair que les entreprises étudiées n'avaient pas toutes la même densité politique. Par contre, notre étude a permis de démontrer que les OÉP permettent la création d'emplois et donnent la chance aux travailleurs de vivre, en évitant la marginalisation, l'anomie et la désaffiliation, et en préservant la dignité des personnes. Si elles ont peu d'activités politiques proprement dites, nous croyons qu'elles ont permis le renforcement de la cohésion sociale et d'éviter l'isolement dans un quartier durement touché par la répression. Par ailleurs, dans le cas des entreprises possédant un caractère plus revendicatif, l'amélioration des conditions économiques a permis aux groupes d'aller plus loin et de s'engager sur le chemin de l'action politique. Encore ici, plusieurs niveaux de participation ont été atteints : la prise de parole et capacité d'organisation, le développement de la communauté locale et finalement la participation à des enjeux nationaux et internationaux.

#### **4.2. Impunité et participation politique**

En terminant, nous ne pouvions passer sous silence un thème récurrent qui transparait tout au long de la recherche et notamment des entrevues : celui de la méfiance qu'éprouvent les sujets de l'étude par rapport à l'État chilien et au type de démocratie instaurée au cours des dernières années<sup>5</sup>. Nous avons également relevé un sentiment d'échec face aux impacts attendus du mouvement populaire. Pourtant, plusieurs gains importants ont été faits : le référendum contre lequel s'était mobilisé le mouvement populaire au prix de grands sacrifices a été gagné. Nous pensons que certains individus n'ont peut-être pas su évaluer à sa juste valeur la force et la portée du mouvement et les impacts que celui-ci a eu sur l'ensemble de la société et sur les changements subvenus dans les dernières années.

---

<sup>5</sup> Cette méfiance a été remarquée également par les chercheurs du PNUD (1998). Non seulement les Chiliens montreraient des taux très bas de confiance envers l'État, mais ils démontreraient un grand cynisme envers la politique et le type de démocratie instauré en plus d'une très faible confiance envers les autres citoyens, et ce, malgré la croissance économique et l'ouverture des espaces politiques. Nous avons pu observer quelque chose de semblable : il est très courant d'entendre les Chiliens se plaindre de la criminalité dans leur pays. Or, le taux de criminalité au Chili demeure un des plus bas d'Amérique latine.

Par contre, le thème des détenus-disparus revient dans chaque entretien sans exception et nous fait croire que l'impunité est sans doute responsable de la grande méfiance et du sentiment d'avoir peu de pouvoir politique.

L'impunité est bien installée au Chili. Le retour de la démocratie a permis la mise sur pied de la Commission Vérité et Réconciliation et de plusieurs autres actions publiques qui visaient la réconciliation nationale, mais la déroute des militaires a également été suivie de lois qui amnistiaient les responsables de violations graves aux droits humains. Un très petit nombre d'entre eux ont été traduits en justice et condamnés, mais l'immense majorité n'a jamais été dérangée et poursuit sa vie sans trop s'inquiéter.

Or, nous savons que cette impunité est un frein au retour d'une démocratie véritable car il est clair qu'une des conditions au retour de la démocratie et plus tard de la paix sociale et la confiance qu'éprouvent les citoyens envers leurs institutions. En fait, à notre avis, le grand défi que devra relever le gouvernement chilien est celui de retrouver son autorité morale. Cela ne se fait pas sans des institutions publiques fiables et transparentes, des symboles collectifs qui rassemblent les citoyens... et une Constitution qui sert la démocratie et qui n'est pas en place pour protéger les intérêts de ceux qui ont perpétré le coup d'État comme c'est le cas à l'heure actuelle.

L'impunité va carrément à l'encontre du processus de démocratisation en contrevenant au principe qui stipule que les citoyens doivent être traités de façon égalitaire devant la loi. Dans un pays comme le Chili, il serait difficile de ne pas associer cela aux relations sociales qui sont particulièrement inégales. De plus, selon Guillou (2003), l'impunité campe avec encore plus de force les victimes dans leur rôle : indirectement l'État leur dit qu'il ne peut pas tenir compte de leurs revendications et que celles-ci n'ont pas d'importance.

L'impunité est un obstacle à une citoyenneté pleine et entière. En effet, elle met un frein à l'envie de s'associer pour demander des changements sociaux. Les travaux de Berstein et Riera (1992) le prouvent. Dans une situation où des crimes majeurs n'ont pas été punis, l'image qu'on projette est que le pouvoir en place est tout puissant et qu'il est inutile d'agir et de s'organiser pour changer les choses : mieux vaut se taire et s'adapter pour survivre. Mais il y a plus. Le régime qui pratique la violation des droits humains justifie ces actes en expliquant que ceux-ci étaient nécessaires pour conserver l'ordre social.

Dans le cas du Chili, nous croyons qu'en plus de l'impunité qui entraîne un ramollissement des motivations militantes, l'imposition d'une économie ultra-libérale a mené à une réduction substantielle de la participation populaire. Le marché néo-libéral qui colore chaque aspect de la vie des Chiliens est porteur de valeurs qui vont à l'encontre de la coopération, de la participation et du désir de s'associer. On prône plutôt le chacun pour soi et la concurrence. Cette économie ultra capitaliste couplée à l'impunité est pour nous un cocktail néfaste qui ne peut qu'avoir des répercussions décuplées sur l'envie qu'éprouvent les citoyens de se lever ensemble pour réclamer le respect de leurs droits de citoyens.

## 5. INCLUSION SOCIALE

### 5.1. Les femmes et l'économie populaire

Lorsqu'on se consacre à l'étude de l'économie populaire, on ne peut passer sous silence l'exclusion autant sociale, politique ou économique, dont sont victimes certains secteurs de la société chilienne, en particulier les *pobladores*. Les causes de l'exclusion peuvent être expliquées à partir des conflits entre les classes sociales, mais lorsque, comme dans le cas qui nous occupe, 4 des 5 études de cas présentées sont des expériences initiées par des femmes et dont les membres sont exclusivement féminins, il est difficile de passer sous silence l'impact du genre dans la reproduction de la pauvreté; et il faut nous questionner sur le rôle de l'économie populaire dans la vie des femmes qui ont pris part à des activités dans ce secteur. En fait, en analysant le contenu suite aux entrevues, nous avons remarqué que le thème des femmes était récurrent alors que nous n'avions pas prévu de questions sur cet aspect. Alors que le questionnaire de départ n'en fait pas mention, nous avons cru impératif de traiter ici de la question.

D'abord, lorsqu'on se penche de plus près sur les études de cas, ce qui surprend à première vue, c'est de constater que les femmes ayant participé à la recherche ont vécu une double oppression pendant la dictature : celle des militaires, bien entendu, mais aussi celle causée par une société patriarcale et machiste. En plus de la répression et de la violence politique, les femmes ayant participé aux ateliers vivent une exclusion quasi systématique de la vie publique : ayant peu accès au travail rémunéré et étant confinées physiquement à la sphère privée. Comme l'explique Cañadell (1993:51), les femmes qui participent à des expériences d'économie populaire, comme des ateliers d'artisanat ou des cuisines collectives, ont soudain accès au monde public grâce à leur travail. Si elles percevaient le monde et avaient jadis des contacts avec l'extérieur par le biais de leur mari, tout change lorsque celui-ci perd son emploi et qu'elles doivent à leur tour sortir de la maison pour gagner leur vie.

Les études de cas ont aussi montré qu'un des impacts certains de l'économie populaire dans la vie des femmes a été de modifier les rôles au sein du couple et dans la communauté (Allan San Juan, Lamadrid Alvarez, 2001, Fréchette, 1997; Schild, 1994). En effet, avec l'arrivée de la dictature, les hommes perdent leur emploi et les femmes se mobilisent afin de générer des revenus pour la famille. Ces dernières se transforment donc du jour au lendemain en pourvoyeuses. Si certaines d'entre elles travaillaient avant que leur conjoint se retrouve au chômage, le salaire qu'elles ramenaient à la maison avait toujours été considéré comme un revenu d'appoint. Les choses changent lorsqu'elles se retrouvent seules soutiens de famille. Leur accès à un travail et à un revenu fixe leur donne un pouvoir économique jamais expérimenté auparavant. Les femmes gagnent donc en pouvoir et en indépendance, ce qui ne peut que modifier les relations qu'elles vivent dans leur couple. Allan San Juan et Lamadrid Alvarez (2001) expliquent que si un homme est exclu de l'économie formelle et décide de mettre sur pied une micro-entreprise, il conserve son rôle : celui de mari et de pourvoyeur. Or, si une femme fait la même chose, les rôles sont ébranlés car le rôle traditionnel qui lui est dévolu (celui de mère et d'épouse) se métamorphose. Bien sûr, la société chilienne est de plus en plus ouverte et accepte le choix de certaines femmes d'occuper des espaces non-traditionnels, mais les changements ne se font pas sans heurts. Allan San Juan et Lamadrid Alvarez (2001) croient qu'en plus de la résistance des hommes, plus grande dans les classes populaires que dans les classes moyennes ou aisées, l'émancipation des femmes micro-entrepreneuses se fait dans l'isolement le plus complet. En effet, la plupart des femmes travaillent seules, sans les appuis habituels. L'État, qui au départ ne joue pas un grand rôle dans l'appui aux micro-entrepreneurs, est encore moins présent pour les femmes micro-entrepreneuses. Les ONG se sont retirées depuis longtemps et les entreprises fondées par les femmes ne sont pas encore vraiment reconnues socialement. On les qualifie toujours "d'activités de subsistance", ce qui comporte une connotation négative qui ne reconnaît pas au travail des femmes l'importance qui lui revient. (En effet, sans le salaire des mères et des épouses, de nombreuses familles vivraient en dessous du seuil de pauvreté et auraient un niveau de vie moindre avec toutes les conséquences que cela comporte). Schild (1994) montre d'ailleurs que les organisations dirigées par des femmes sont des groupes où la survie économique a été le premier moteur de motivation des membres. Or, l'auteure croit que bien au-delà de ces fonctions monétaires, les cuisines collectives, ateliers solidaires ou autres organisations populaires de l'époque, ont permis une insertion indubitable des femmes aux plans politique et social. En fait, si la production d'un revenu pour la famille a été l'élément déclencheur qui a d'abord amené les femmes vers les organisations économiques populaires, elles y demeurent malgré le temps qui passe à cause des apports sociaux que celles-ci sont en mesure de générer.

De plus, Schild (1994) explique que nombreuses sont les participantes qui sont impliquées dans plus d'une association : elles sont à la fois membres de la cuisine collective, de l'atelier solidaire du coin,

du groupe de catéchèse et du comité de citoyens. C'est un aspect qui a d'ailleurs été confirmé dans les entrevues réalisées dans le cadre de ce mémoire. Aussi, les travaux de Schild montrent que l'acte de s'associer pendant la dictature ne marque pas vraiment une rupture avec les époques antérieures : bien que la dynamique du mouvement populaire des années 1980 possède des caractéristiques qui lui sont propres, en général, les femmes qui prennent part aux regroupements ont souvent été impliquées dans des partis politiques, des comités de *pobladores* ou des groupes religieux pendant le mandat de l'Unité Populaire ou pendant les années 1960. La tendance à se regrouper et à participer n'est donc pas une cassure mais une continuité avec le monde « d'avant ».

Les initiatives d'économie populaire menées par les femmes, bien qu'ayant des visées prioritairement économiques au départ, ont eu le pouvoir de briser l'isolement des participantes, de les faire réfléchir sur la place des femmes dans la société et de leur faire prendre conscience des oppressions qu'elles vivaient et des raisons qui les expliquaient. Ainsi, les membres des groupes sont passés d'individus ayant des problèmes personnels, à un groupe se défendant contre les affres de la répression politique et de la récession, à des organisations de femmes regroupant des participantes conscientes de leurs droits, capables d'identifier les causes sociétales des oppressions qu'elles vivent et étant en mesure de se mobiliser pour exiger et espérer des changements significatifs et valables. Chuchryk (1993) a réalisé des entrevues auprès de femmes chiliennes impliquées dans des groupes de défense de droits pendant la dictature (association de parents de disparus et autres) et rapporte que plusieurs femmes lui ont avoué que l'expérience dans les groupes, même si elle a parfois été douloureuse à cause du contexte politique, a aussi été une « libération », un lieu de prise de pouvoir et d'apprentissage incomparable.

Il est intéressant de constater que dans les cas étudiés, ce sont presque exclusivement les femmes qui se sont mobilisées pour sortir leurs familles de la misère. En fait, nous sommes d'accord avec Beaulieu et Boulianne (2004) Schild (1994) et Cañadell (1993), qui sont d'avis que les femmes sont souvent le moteur de l'action collective. Elles sont des catalyseurs de projets de développement local. Les études réalisées par Schild (1994) montrent que plus de 90 % des intégrants des organisations populaires dans les *poblaciones* chiliennes à l'époque de la dictature sont des femmes. Cañadell (1993) et Chuchryk (1993) expliquent le fait que les femmes se mobilisent et s'organisent plus facilement que les hommes car ce sont les hommes qui sont plus fortement et directement visés par la dictature. En fait, c'est un fait historique : les premiers groupes à se mobiliser contre la dictature au Chili ont été les parents de détenus disparus et de prisonniers politiques par le biais d'actes publics, mais aussi par la production et l'exportation d'*arpilleras*. (Agosin, 1994; Cañadell, 1993). Puisque les militants politiques sont en majorité des hommes, se sont eux qui sont les premières cibles des militaires. Ce sont leurs mères, leurs



épouses et leurs sœurs qui sont les premières à sortir dans la rue pour réclamer justice. Les travaux de Chuchryk (1993) auprès des membres des associations de défense de droits chiliennes tentent d'expliquer ce phénomène. Pour l'auteure, il était probablement moins risqué pour les femmes de se regrouper pendant la dictature parce que les militaires ne les prenaient pas au sérieux. L'auteure explique que les traditions machistes portées par la junte ne permettaient pas de concevoir que des femmes puissent être des acteurs politiques et changer les choses. Les femmes pouvaient donc faire un travail qui, s'il avait été exécuté par des hommes, aurait pu être beaucoup plus risqué. Des personnes qui ont participé aux recherches de Chuchryk ont expliqué que les hommes avaient souvent un emploi rémunéré qu'ils auraient risqué de perdre s'ils s'étaient engagés dans la lutte ouverte contre la dictature. D'autres prétendaient que « les femmes avaient plus de temps à consacrer à la lutte pour les droits que les hommes ». Ce qui nous fait penser, tout comme Chuchryk d'ailleurs, que la véritable raison de l'implication majoritaire des femmes chiliennes pendant la dictature repose sans doute sur leur identité de mère, grandement valorisée dans la société chilienne traditionnelle. Cette identité, basée sur le don de soi, les valeurs familiales, la responsabilité des femmes envers leur famille, l'abnégation et le sacrifice sont selon nous un terreau très fertile, qui a été plus fort que la peur, la violence et les menaces.

Dans un tout autre ordre d'idée, notre étude nous a permis de démontrer que les femmes interviewées ont vécu un changement drastique de mentalité au fil du temps. Elles veulent s'insérer dans l'économie de marché; elles ne sont plus tellement intéressées par ce marché artificiel et parallèle au sein duquel les ONG écoulaient les produits qu'elles fabriquaient. Allan San Juan et Lamadrid Alvarez (2001) soulignent eux-aussi cette tendance que Donovan et González (2004) n'associent pas exclusivement aux femmes micro-entrepreneures. Par exemple, jadis, pendant la dictature, la formation reçue dans les ateliers était souvent l'aspect le plus important des ateliers. À cette époque, d'une certaine façon, la formation devient plus importante que la réalisation de profits. La formation est une fin en soi, l'objectif ultime du travail fait en commun. Maintenant, c'est l'inverse. La formation est un outil qui sert à mieux servir le marché. L'objectif principal des micro-entrepreneurs modernes est de générer des profits plus intéressants, la formation sert à y arriver.

## **5.2. La mémoire**

La mémoire est un élément qui favorise le retour de la paix sociale et qui permet à une communauté de garder dans sa tête les événements passés afin de pouvoir poursuivre son évolution. La récupération de la mémoire ne signifie pas s'enfoncer inutilement dans des souvenirs douloureux ni de

s'accrocher à son statut de victime. La préservation de la mémoire est nécessaire car elle permet le rétablissement d'une histoire commune (Guillou, 2003).

Nous nous sommes donc intéressées à l'étude de Duperré (2004) qui avance que ce qui renforce la cohésion est la capacité des individus à créer un mythe *fondateur*, des *personnages*, autour desquels la culture d'un groupe prend sa source, ce qui ne peut que rendre la lutte plus forte avec une portée plus grande. C'est en effet ce que nous avons senti dans les groupes rencontrés : les membres des groupes parlent avec beaucoup de ferveur des débuts de leur organisation que même les participantes absentes ou très jeunes lors de événements connaissent. De plus, nous avons senti une très grande admiration des membres envers les militantes qui avaient été à l'origine des ateliers. Nous avons perçu cette admiration également chez les gens des ONG envers les promotrices des organisations. On les a d'ailleurs souvent qualifiés de « héros » en notre présence. Malgré cela, nous croyons que pour pouvoir dire que ces organisations sont les porteuses de la mémoire collective, il faut que leur expérience soit reconnue auprès d'une grande partie de la population et que des espaces publics où elles peuvent mettre à contribution leurs souvenirs et leur expérience existent. Pour les participants, il a été difficile de nous expliquer comment en dehors de la sphère privée elles exerçaient ce rôle de « gardiens de la conscience ». En effet, il ne fait aucun doute que les membres des organisations partagent ou ont partagé leur histoire à l'intérieur même du groupe ou de la famille, mais les espaces publics de débats se font rares. C'est pourtant à ce niveau qu'il faudrait agir. Bien évidemment, certains participants ont été invités à des actes commémoratifs symboliques où ils devaient partager leur histoire avec la population en général mais ces actions ne sont pas nombreuses.

On nous a souvent dit que les Chiliens ont la mémoire courte et plusieurs personnes croient que le pays « doit passer à autre chose » et cesser de se tourmenter avec les événements passés. La théorie de Wilde (1999) repose sur le concept de « *conspiration consensuelle* » qui se définit comme le refus de la classe politique chilienne d'entrer dans des débats de fond. Les études réalisées par l'auteur font état de la peur du Chilien moyen d'engager des conflits ouverts. Wilde pose l'hypothèse que ces derniers hésitent grandement à le faire car ils se rappellent de la grande polarisation qui a précédé le coup d'État et les dures années qui les ont suivies. Bref, la classe politique autant que la population ne voit pas grand intérêt à parler de ces pénibles événements.

Pour notre part, nous sommes d'avis qu'au contraire, la société chilienne doit être en mesure de pouvoir discuter du passé pour pouvoir faire face à son avenir avec sagesse. Nous n'hésitons pas à penser que les organisations populaires ont leur mot à dire et une expérience de lutte (et de vie) à partager, qui

pourrait être profitable et faire avancer le débat politique. Il faut cependant des gens prêts à les écouter et à recevoir leur message.

## CONCLUSION

Si le rôle des OÉP pendant la dictature a été maintes fois étudié et commenté, leur impact dans la période qui a suivi le départ des militaires ne semble pas avoir attiré l'attention des chercheurs. En fait, nous remarquons un grand vide dans la littérature scientifique sur tout ce qui touche au mouvement populaire chilien après la seconde moitié des années 1990. D'où notre intérêt à pousser plus loin l'investigation sur ce thème.

L'étude réalisée prouve que le travail au sein du secteur de l'économie populaire a permis aux promoteurs de générer des revenus qui leur ont permis de vivre et d'améliorer les conditions de vie de leur famille. Or, le retour de la démocratie, qu'on croyait porteur de changements favorables aux micro-entrepreneurs, n'a pas été suivi de réformes économiques significatives. Pire, l'économie ultra-libérale instaurée par les militaires a été renforcée, plongeant les entrepreneurs populaires dans un marché où ils doivent concurrencer des entreprises de toutes tailles et être soumis aux mêmes règles que ces dernières, souvent avec des moyens très modestes. L'État chilien commence à peine à reconnaître les apports des micro-entreprises. En fait, il nous semble que les instances dirigeantes, de même que les syndicats ou les partis politiques de gauche n'ont pas vraiment saisi l'essence de l'économie populaire : très peu de liens existent entre ces groupes et le mouvement de l'économie populaire.

De son côté, l'État a adopté plusieurs programmes qui s'avèrent encore insuffisants et peu adaptés aux réalités du milieu. En même temps, les ONG ne peuvent offrir le même appui qu'autrefois, ayant été mises de côté par les agences de coopération internationale et mettant sur pied des projets conçus par l'État lors de concours organisés par ce dernier. Les ONG sont entrées, depuis les quinze dernières années, dans une logique économique qui a changé leur façon d'offrir des services. Le peu d'accès au crédit et la faible propension à s'associer pour travailler ont également contribué à un affaiblissement de la capacité de capitalisation des entreprises et ont été un frein à leur consolidation. Bref, les entreprises étudiées dans le cadre de cette recherche n'ont permis qu'une intégration économique très partielle des individus ayant œuvré en leur sein.

En ce qui a trait à la participation politique, il semble clair que le travail réalisé dans les entreprises a été un moteur important d'éducation au politique en général et dans plusieurs cas de participation politique ou d'engagement communautaire à proprement parler. Nous remarquons cependant que cette tendance est beaucoup plus marquée dans le cas des entreprises collectives. Nous savons par ailleurs que les micro-entrepreneurs ne sont pas encore considérés comme un acteur politique

au Chili. D'un autre côté, nous savons le mouvement populaire responsable en partie du retour à la démocratie. Les milliers d'organisations, qu'elles aient un caractère social, culturel ou économique, par leurs luttes incessantes, ont précipité le départ des militaires. Ces organisations qui n'avaient cessé de pratiquer la démocratie au quotidien ont mis la table pour le retour des libertés politiques. Malgré tout, un fort sentiment d'exclusion du monde politique demeure chez les *pobladores*. Cela n'est pas étonnant par ailleurs : ceux-ci ont, historiquement, toujours été les grands exclus du système politique chilien. Si l'intégration des micro-entrepreneurs issus du milieu populaire n'a pas été totale du point de vue politique, il n'en demeure pas moins que de grandes avancées ont été réalisées dans ce domaine par la participation à des activités économiques populaires.

Un des grands potentiels de l'économie populaire, démontré dans ce mémoire, est sa capacité à favoriser l'émancipation des femmes en leur donnant accès au monde du travail et à la sphère publique, transformant du même coup les relations traditionnelles existantes, autant dans les couples que dans la communauté. Les OÉP ont aussi un potentiel de promotion de la mémoire collective, souvent sous-exploité, il est vrai.

En fait, nous arrivons à la conclusion que l'impact des organisations économiques populaires dans le processus de retour de la paix au Chili a été plutôt mitigé pour toutes les raisons nommées plus haut. Nous tendons à croire qu'elles auraient pu y jouer un rôle plus actif si ces dernières avaient pu compter sur des appuis solides, permettant de consolider leur action. La création de réseaux locaux, régionaux et nationaux, le développement des entreprises en organisations mettant de l'avant les principes de l'économie solidaire, sont pour nous les clés de telle réussite. Par ailleurs, nous reconnaissons qu'il existe un seuil minimal à partir duquel les promoteurs d'initiatives économiques populaires arrivent à se mobiliser.

Même si ces entreprises n'ont pas eu l'impact que nous pensions trouver au départ, nous sommes convaincues que ces dernières ont permis aux individus les composant de traverser cette longue période de bouleversements en atténuant les répercussions négatives de telle expérience. Ainsi, si l'économie populaire n'a pas transformé le Chili comme nous l'avions imaginé, elle a au moins changé et amélioré de façon sensible la vie des gens qui y ont pris part et celle de leur communauté. En fait, même si l'apport concret de l'économie populaire solidaire est parfois difficile à mesurer, nous croyons que cette dernière constitue une remise en question du système capitaliste traditionnel et réussit à proposer une manière différente de faire des affaires et de concevoir le développement. Pour nous, il s'agit là d'une des grandes réussites de l'économie populaire solidaire.

La détérioration des liens sociaux et la dégradation du tissu social sont des processus qui se font rapidement suite à l'entrée au pouvoir d'un régime répressif. Par contre, la reconstruction de la paix, de même que le renforcement de la société civile sont des exercices de très longue haleine. Ils exigent un désir de vivre ensemble, ainsi qu'une grande créativité et des efforts quotidiens de la part des citoyens pour y arriver. C'est ce que prouvent et pratiquent chaque jour les entrepreneurs populaires.

## BIBLIOGRAPHIE

Agosin, M. (1994). « Pachwork of Memory ». **Report on the Americas**, no 27, mai-juin 1994, pp. 11-14.

Allan San Juan P., Lamadrid Alvarez, S. (2001). « Microempresas de mujeres pobladoras: sobreviviendo al neoliberalismo ». **Revista Economía y Trabajo**. Programa de Economía del Trabajo (PET), no 11, p. 235-247.

Beaulieu, E., Boulianne M. (2004). **Mouvement des femmes, économie sociale et solidaire et développement local en Amérique latine**. Gatineau : Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, 29 p.

Benavente Jaque, R. (1993). « Microempresa y asociatividad » **Proposiciones**, Sur Ediciones, no. 23, octobre 1993, Santiago, p. 470-485

Beristain, C. et Riera, F. (1992). **Afirmación y Resistencia : la Comunidad como Apoyo**, Bilbao, 220 p.

Boutros-Ghali, B. (1992). **Agenda pour la paix**, New York : Organisation des nations Unies, 20 p.

Bureau International du Travail (2001). **Travail décent et économie informelle**, Genève : Bureau international du travail, 145 p.

Cañadell R. M. (automne 1993), « Chilean Women's Organizations Their Potential for Change » **Latin American Perspectives**, *issue 79*, vol. 20, no. 4, p. 43-60.

Castel, O. (2003). **La dynamique institutionnelle de l'économie populaire solidaire dans les pays du Sud**, Gatineau: Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, 21 p.

Chuchryk, P. M., (1993). « Subversive Mothers : The Women's Opposition to the Military regime in Chile », **Surviving beyond Fear : Women, Children and Human Rights in Latin America**, New York : Marjorie Agosin. pp. 86-97.

Corragio, J. L. (1999). **De la Economía de los Sectores Populares a la Economía del Trabajo**, Séminaire « Economía dos Setores populares. Entre realidad e a Utopia, Organisé par CAPINA, CEADE, CERIS, CESE et l'Université Catholique de Salvador (UCSAL), Salvador de Bahía, Brésil, 8 et 9 novembre 1999.

De Soto, H. (1994). **L'autre sentier**, Paris : Éditions La Découverte. 243 p.

Develtere, P.; Defourny, J. et Fonteneau, B. (1999). « Le fil conducteur de l'ouvrage : enjeux et chantiers de l'économie sociale » **L'économie sociale au Nord et au Sud**. Paris, Bruxelles : Couvertures économiques. De Boeck Université. pp. 11-24.

Donovan, P. et González, R. (2004). **Économie sociale, populaire et solidaire au Chili (1980-2003)**, Gatineau : Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais. 24 p.

Dubet, F., Tironi, E., Espinoza, V., Valenzuela, E. (1989). **Pobladores : luttes sociales et démocratie au Chili**, Paris: Logiques Sociales. Lharmattan. 190 p.

Duperré, M. (2004). **L'organisation communautaire : la mobilisation des acteurs collectifs**, Québec : Presses de l'Université Laval. 130 p.

Fall, A. S; Favreau, L. et G. Larose (dir). (2004). **Le Sud... et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives?**, Québec, Paris : Presses de l'Université du Québec/Karthala. pp. 1-21.

Fall, A. S; Fonteneau B. et M. Nyssens (1999). «Le secteur informel: creuset de pratiques d'économie solidaire? », *dans L'économie sociale au Nord et au Sud*. Paris, Bruxelles : De Boeck Université. p. 159-179.

Favreau, L. et Fréchette, L. (1994), « L'organisation communautaire avec des communautés locales en Amérique latine», *dans Théories et pratiques de l'organisation communautaire*, Québec: Presses de l'Université du Québec, p. 415-436.

Favreau, L. et Fréchette, L. (2002), **Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale**, Québec : Presses de l'Université du Québec. 286 p.

Fréchette L., (1997). **Les cuisines collectives du Pérou : un itinéraire de 20 ans**. Gatineau : Groupe d'étude et de recherches en Intervention sociale, Université du Québec en Outaouais, 25 p.

Guillou, B. (2003). « Lutte contre l'impunité et processus de réconciliation » **La revue Nouvelle**. vol. 117, no 11, pp. 25-29.

Herrera, J. A. (2003). **Crédito a la Microempresa en Chile. Una Revisión Cualitativa (1991-2001)**. Santiago : Programa de Economía del Trabajo (PET). 227 p.

Hidalgo, L. et L. Quiñones (1994). **Nécessités et politiques de formation aux micro-entrepreneurs, le cas de la coopérative Libération**, P.E.T. Santiago du Chili.

Klenner, A; Ramírez, A.; Razeto, L. et R. Urmeneta (1990). **Las organizaciones económicas populares 1973-1990**, Santiago : Programa de Economía del Trabajo (PET). 223 p.

Larrechea, I. et Nyssens, M. (1994). « La economía popular: un desafío epistemológico ». **Revista de Economía y trabajo**, no 3, Programa de Economía del Trabajo (PET), Santiago. pp. 103-117.

Mazurana, D. et Mc Kay, S. (1999). **Les femmes et la consolidation de la paix**, Montréal : Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 118 p.

Ndiaye, S. (Janvier 2003). **Itinéraire du secteur informel auprès du BIT : 1972-2002**, Gatineau : Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais. 26 p.

Nyssens, M. (1997). « El Germen de una Economía solidaria: Otra Visión de la Economía Popular. El Caso de Santiago de Chile » **Revue Ciriec-España**, avril 1997, no 25, pp. 63 à 82.

Organisation internationale du travail (2004), **L'économie informelle**, Fiche technique, Organisation internationale du travail, 2 p.



Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (1998). **Desarrollo Humano en Chile**, Santiago.

Razeto, L. (1993). **De la economía popular a la economía de solidaridad en un proyecto de desarrollo alternativo**. Santiago : Programa de Economía del Trabajo (PET). 82 p.

Sheider, C. (1991). « Mobilization in the Grassroots ». **Latin American perspectives**. Hiver 1991. *Issue* 67, vol. 18, no 1, pp. 92 à 112.

Shild, V. (1994), « Recasting "Popular" Movements. Gender and Political Learning in Neighborhoods Organizations in Chile ». **Latin American Perspectives**. Printemps 1994. *Issue* 81, vol. 21 no 2, pp. 59-80.

UNESCO (page consultée le 24 février 2003) **La culture de la paix**, <http://www3.unesco.org/iycp/>.

Wilde, A. (1999). « Irruptions of Memory: Expressive Politics in Chile's Transition to Democracy ». **Journal of Latin American Studies**, no 31, p. 473-500.